



REPRESENTATION PERMANENTE DE LA FRANCE AUPRES DES NATIONS UNIES

Forum politique de haut niveau sur le développement durable

Déclaration de la France

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs les Ministres,

Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs,

Mon pays s'associe naturellement à la déclaration faite par l'Union Européenne, et j'aimerais souligner trois messages en ma capacité nationale.

1. Tout d'abord, le **rôle clef du Forum politique de haut niveau (HLPF)** : il représente un enjeu majeur pour la gouvernance du développement durable. Il devra être un espace dynamique de dialogue et d'impulsion politique sur les questions de développement durable et qui prendra, je le souhaite, une importance grandissante au fil des années. Pour la première fois dans l'histoire, tous les Etats Membres se doteront au mois de septembre prochain d'objectifs de développement durable (ODD) définis conjointement et applicables de manière universelle, pour réussir ensemble deux défis : celui de l'élimination de la pauvreté, et celui du développement durable, dans ses trois composantes de manière intégrée : sociale, économique et environnementale. Dans ce nouveau cadre global, le Forum politique de haut niveau doit être la clef de voûte du système de suivi de la mise en œuvre de l'agenda post-2015.

2. Ensuite, les fonctions du Forum: Il est important que cette session 2015 du Forum pose les jalons pour son bon fonctionnement et trouve sa place au sein du système onusien. Car dès l'année 2016, le Forum devra devenir une **instance opérationnelle, avec plusieurs fonctions** :

- **Passer annuellement en revue la mise en œuvre de l'ensemble des objectifs**, et évaluer les progrès et les lacunes. Dans cette perspective, il ne pourra remplir seul ces ambitieuses fonctions. Il devra s'appuyer sur l'existant, et identifier les mécanismes et plateformes pertinents. Il ne devra toutefois pas se dessaisir entièrement du suivi de chacun des ODD au profit des agences concernées, ce qui reviendrait à une logique de silos et à une fragmentation du cadre de suivi.



REPRESENTATION PERMANENTE DE LA FRANCE AUPRES DES NATIONS UNIES

- **Identifier les enjeux les plus urgents et orienter les politiques de développement grâce à des données fiables et désagrégées.** Le **rapport mondial sur le développement durable** (GSDR) tout d'abord, permettra de recenser les données scientifiques disponibles sur chacun des ODD. Ce rapport devra être préparé tous les quatre ans, pour guider les travaux du HLPF sous les auspices de l'Assemblée générale. Un rapport de progrès annuel sur la mise en œuvre des ODD devrait également être préparé du HLPF sous l'égide de l'ECOSOC. Concis, opérationnel, ciblé, il mettra en lumière les principaux défis rencontrés dans la mise en œuvre de l'agenda. Enfin, un rapport stratégique, élaboré sur la base du GSDR, devrait être soumis au HLPF au niveau des chefs d'Etat en vue de l'adoption d'un plan d'action pour accélérer ou réorienter le processus de mise en œuvre de l'agenda.

 - **Faciliter l'échange d'expérience** entre les Etats. Au-delà du suivi des ODD, le Forum devra être un espace de réflexion sur les enjeux et les défis émergents du développement durable, et permettre le **partage des meilleures pratiques**, par exemple à travers des revues par les pairs.
3. Et enfin, quelques mots sur **son mode opératoire** :
- Le **couple institutionnel de l'ECOSOC et du HLPF** devra se renforcer mutuellement et **être complémentaire**. Il en va de la crédibilité et de l'efficacité du HLPF, et de celle de la réforme de l'ECOSOC. Ce lien institutionnel est une opportunité dont il nous faut pleinement tirer parti.

 - Plus largement, le HLPF ne pourra produire pleinement ses effets que si les institutions des Nations Unies sur lesquelles il s'appuie sont elles-mêmes efficaces et organisées de manière cohérente. A cet égard, **une réforme du système de développement des Nations Unies est nécessaire dès le lendemain de l'adoption de l'agenda post-2015**. La crédibilité et la visibilité politique du forum se joue également dans cette capacité à disposer de relais efficaces au sein du système des Nations unies.

 - Enfin, la **participation de la société civile est essentielle à tous les niveaux**. Le Forum politique doit être un cadre ouvert, favorisant la participation volontaire de l'ensemble des parties prenantes. La société civile, en premier lieu, par son implication et son travail insatiable de lanceur d'alerte au niveau local et international, est pleinement légitime pour faire entendre sa voix dans les débats du HLPF. A titre



REPRESENTATION PERMANENTE DE LA FRANCE AUPRES DES NATIONS UNIES

d'exemple, l'expérience des ONG dans la promotion du genre dans les politiques de développement durable ou encore dans la bonne gouvernance, est avérée. Dans cet esprit, la France a organisé en février 2015 un forum élargi associant l'ensemble des parties prenantes (associations, entreprises, élus, etc.) pour préparer ensemble les grandes échéances de l'année.

Monsieur le Président, dans quelques jours, la communauté internationale se réunira à Addis-Abeba sur le financement et les moyens de mise en œuvre du développement durable. Le résultat de cette conférence doit être à la hauteur de l'ambition fixée à travers les 17 ODD de l'agenda post 2015. Il doit poser les jalons d'un nouveau système de financement, adapté aux défis d'un développement durable qui s'applique à toute la planète. Ces nouveaux paradigmes imposent de changer d'échelle. **Le suivi des engagements de financement et mise en œuvre de l'agenda post 2015 doit forcément être conçu de manière harmonisée et cohérente.** Le HLPF doit être le cadre légitime de rapportage pour une vision globale associant les objectifs de développement durable et leurs financements et moyens.

Il nous faut, dès Addis-Abeba et New-York, valoriser les synergies entre les actions en faveur du développement et celles permettant **la lutte contre le dérèglement climatique**. La conférence Paris Climat 2015, en décembre, devrait voir l'adoption d'un accord ambitieux et universel entre Etats pour lutter contre le changement climatique. Car c'est bien un seul et même agenda que nous allons établir d'ici la fin de l'année, à travers les conférences que j'ai déjà citées, et qui peuvent se résumer de façon simple à l'objectif d'un monde « zéro pauvreté, zéro carbone ».

Je vous remercie de votre attention.